

Rencontre avec les acteurs de l'Economie sociale et solidaire
Débat avec Claude Alphanéry
23 février 2010 Maison des associations solidaires Paris 13eme
Pierre Laurent

Monsieur le Président, Mesdames Messieurs, Chers amis

Permettez moi de remercier le labo de l'Economie sociale et solidaire, les personnalités et organisations qui ont rédigé et signé l'appel « Nos régions ont besoin d'une économie sociale et solidaire ».

Merci à Claude Alphanéry, Tarik Ghezali et Sylvie Mayer de nous donner l'occasion d'affirmer notre soutien aux acteurs de l'économie sociale et solidaire, comme un élément fort d'une politique sociale, écologique et solidaire régionale. Ils nous permettent de faire connaître nos propositions et notre engagement, mais aussi de mieux les préciser, de les affiner.

Les crises que nous traversons, et dont nous voyons les effets dévastateurs en Ile de France, imposent d'imaginer d'autres voies pour aller vers une économie équitable, base structurante d'un développement régional durable, humain et solidaire.

Vous faites une série de propositions très proches de celles que nous avons imaginées pour notre région, et vous affirmez que « Les enjeux de ces propositions sont au coeur des préoccupations des Français : protéger les emplois d'aujourd'hui, créer des emplois d'avenir ancrés sur les territoires, améliorer la qualité de vie des citoyens, protéger l'environnement et préserver la cohésion sociale. »

Nous aurions pu être nous-mêmes auteurs de ces lignes, tant elles correspondent à ce que nous souhaitons réaliser.

Face aux inégalités aggravées, aux difficultés de vie de la majorité de nos concitoyens franciliens, face à la nécessité de préserver l'environnement, l'économie sociale et solidaire peut jouer un rôle significatif.

C'est pourquoi c'est bien volontiers que j'ai décidé avec mes colistiers de nous engager sur cet appel.

Je souhaiterais faire un commentaire de vos propositions et vous faire connaître quelques idées supplémentaires qui nous semblent de nature à renforcer encore notre commune volonté de faire de l'Economie sociale et solidaire un point d'appui de réels changements régionaux et au delà.

Vous nous proposez de faciliter la reprise d'entreprise par les salariés. Nous avons pris l'engagement au niveau national d'agir pour obtenir par la loi un droit de préemption des salariés pour la reprise d'entreprises en SCOP. Nous savons qu'au niveau national, 700000 entreprises et 3 millions de salariés seront concernés par le départ en retraite de dirigeants de PMI PME dans les 7 ans à venir. Le calcul n'a pas été fait au niveau régional, mais nous pouvons imaginer qu'une telle loi concernerait des centaines de milliers d'entreprises et de salariés franciliens. Bien évidemment il sera nécessaire de soutenir financièrement et par des formations appropriées les salariés qui souhaiteront s'engager.

Pour ce faire, nous proposons le développement d'outils régionaux de promotion, de formation et de soutien financier à la création des SCOP, en coopération avec l'Union régionale SCOP.

Vous demandez aux élus d'appuyer les dispositifs d'insertion par l'activité économique et de soutenir les associations d'utilité sociale. Dans notre "plan de mobilisation régionale pour l'emploi et la formation", avec la création de 50 000 logements sociaux par an sur tous les territoires de la région, avec le plan de désenclavement des quartiers populaires par la présence d'équipements et de services publics, il y a place pour la création de dizaines de milliers d'emplois dans les transports, le logement, la petite enfance, l'éducation ou l'aide à la personne. Il sera bien évidemment dans nos priorités de faire place aux diverses formes d'activité, notamment à travers la vie associative, les SCIC (sociétés coopératives d'intérêt collectif). Toutes les couches de la population en particulier les plus modestes, ceux qui sont exclus de l'emploi, devront trouver leur place dans ce développement.

Vous souhaitez que soient mis en place des plans de développement de filières solidaires sur des secteurs d'intérêt général et de consommation responsable, et vous proposez de monter des pôles d'innovation sociale pour faire émerger et déployer des réponses efficaces aux besoins sociaux peu ou mal satisfaits.

Nous ne manquerons pas d'affiner avec vous le contenu de ces filières et de ces pôles d'innovation sociale. Nous pouvons dès à présent dire que nous serons attentifs à tout ce qui permettra d'améliorer la qualité de la vie des franciliennes et des franciliens. Je pense notamment à la question de la souveraineté alimentaire

de notre région. Région agricole, elle dépend pourtant d'importations de productions alimentaires issues de l'agriculture intensive en particulier en fruits, légumes et produits frais. Les distances, le nombre des intermédiaires fait monter les prix pour les consommateurs sans pour autant profiter aux producteurs franciliens. Nous appuierons le développement de circuits courts et de production d'agriculture biologique, d'autant que la loi nous imposera 20% de produits bios dans nos restaurants scolaires d'ici 2012. Sans une vigoureuse politique agricole renouvelée, sans des formations adéquates des futurs agriculteurs, les produits bio risquent fort de venir d'Italie ou d'Argentine ! Nous serons attentifs à ce que les promesses d'un plan de circuits courts élaboré par Monsieur Barnier soient tenues par le gouvernement et les chambres d'agriculture de la Région.

Je pense aussi à l'habitat avec le soutien aux initiatives d'habitat coopératif groupé et écologique, intégré dans un plan ambitieux de triplement des moyens consacrés par la Région au logement et à la maîtrise publique du foncier avec l'objectif de 100 000 nouveaux logements par an, dont une production de 50 000 logements sociaux principalement en petite couronne et à Paris.

Un des grands enjeux de ce siècle, est de répondre dignement au vieillissement de la population. Sans développer nos propositions, je veux affirmer ici que la prise en charge des personnes âgées dépendantes à domicile ou en institution nécessitera la création de 50 000 emplois d'ici 2020. Durant la mandature, nous soutiendrons aussi la construction de logements sociaux adaptés aux personnes âgées, la création de 10 000 nouvelles places en institutions, et nous savons là encore le rôle que jouent les acteurs de l'ESS aux côtés des services publics, notamment les associations et les mutuelles, face à la rapacité des institutions privées le plus souvent inaccessibles aux personnes âgées.

Le fonds régional pour l'emploi et la formation que nous souhaitons créer donnera priorité au développement d'emplois utiles, pérennes. Créer des emplois pour répondre aux besoins en respectant l'environnement favorisera les entreprises de l'économie sociale et solidaire. Nous avons de plus, décidé de ne déléguer les formations professionnelles qu'aux organismes publics, à ceux issus du paritarisme, de l'éducation populaire ou de l'économie sociale et solidaire. Nous assumons ainsi le refus d'appliquer les législations nationales ou européennes qui mènent à la marchandisation de la formation.

Nous voulons favoriser la relocalisation de certaines productions et nous conditionnerons les aides aux entreprises au respect de critères sociaux et environnementaux : aucun financement public n'ira aux entreprises qui licencient alors qu'elles font des profits !

Vous avez attiré notre attention sur le fait que le grand emprunt sera pour partie consacré à l'économie sociale et solidaire. Nous serons vigilants à ce que la transparence et l'équité président à sa répartition et bénéficie dans l'économie sociale à ceux qui respectent ses valeurs et ses principes d'action.

Nous agirons aussi pour que la Région Ile de France introduise ainsi que vous le demandez un niveau significatif de clauses sociales et environnementales dans les marchés publics. Les échanges doivent devenir équitables, non seulement entre nos régions et celles des pays du Sud, mais aussi dans notre propre pays, entre distributeurs, fournisseurs, artisans, PMI, PME producteurs agricoles et consommateurs. Les marchés publics doivent montrer l'exemple de la transparence, du mieux disant et du juste prix, favoriser la dignité des producteurs et la qualité des produits, et en conséquence se tourner vers les entreprises de l'économie sociale, du commerce équitable.

Notre groupe lors du mandat 1998-2003 avait été à l'origine de la création et de la mise en œuvre de l'Agenda 21 régional. L'un des points difficiles de cet Agenda, c'est la question de la démocratie participative.

Nous avons l'intention de contribuer à la création de nouveaux outils participatifs, notamment le recours à des votations citoyennes, pour associer les citoyens et les associations aux projets de la Région, pour valider les projets et contrôler leur mise en œuvre. Nous appellerons les acteurs de l'ESS à participer à cette activité démocratique dont nous savons qu'elle est incontournable et qu'elle nécessite beaucoup d'efforts et d'engagements pour les élus comme pour les citoyens.

Avec 1,3 milliard d'euros soit l'équivalent 15000 logement et un tiers du budget régional, le budget régional éducation donne de grandes possibilités. Dans la mesure de nos compétences, nous adhérons sans hésitation à vos propositions concernant l'exigence de mener une **politique d'éducation** (nouvelles chaires et masters, interventions dans les lycées, multiplication des stages...). Nous pourrions également encourager les jeunes à se tourner vers les entreprises de l'économie sociale pour leurs stages et leur activité professionnelle future.

Nous soutiendrons les campagnes de sensibilisation grand public pour faire évoluer les comportements des citoyens vers un sens plus solidaire, mais aussi vers une meilleure connaissance des expériences qui

montrent que faire de l'économie autrement c'est possible ! Il existe déjà des outils régionaux comme l'Atelier de l'ESS, nous serons attentifs à ce qu'ils aient les moyens de notre politique.

Enfin, il ne peut y avoir de bonne politique sans son évaluation. Nous pourrions ensemble mettre en place les indicateurs permettant cette évaluation afin de présenter, comme vous nous le suggérez, un bilan annuel des progrès accomplis : création d'entreprises et d'emplois, utilité sociale et environnementale, qualité de vie des habitants...La Région est riche d'outils, d'observatoires écologiques, de données sociales et d'aménagement du territoire le permettant. Les citoyennes et citoyens seront appelés à vérifier que les engagements sont bien tenus.

Je ne peux terminer cette intervention, Monsieur le Président et chers amis, sans évoquer les préoccupations que nous avons sur le devenir de l'Economie sociale, qu'il s'agisse de ses petites structures ou de ses grandes institutions, mutuelles, banques menacées dans leur existence d'outils d'une démocratie économique écologique et sociale.

Nous savons que les valeurs de mutualisme, les pratiques de coopération ne sont pas vraiment prisées par le système capitalisme et ses soutiens gouvernementaux et européens.

Ainsi, les nouvelles exigences européennes, avec la directive Solvabilité 2, impose aux mutuelles la constitution de fonds de réserve disproportionnés au regard du caractère spécifique du risque santé. Il va pénaliser les mutualistes, et amorcer un mouvement de concentration voire de disparition de mutuelles. La voix de la Région se mêlera aux vôtres pour défendre ces outils qui ont montré toute la valeur du mutualisme pour la prévention, la protection des personnes face aux risques de la vie.

Mais nous sommes aussi inquiets des dérives que nous avons pu constater au sein même de l'économie sociale, notamment dans les banques qui recueillent aujourd'hui 60% des dépôts des français. Oublieuses de leur statut et de leurs principes, elles ont été pour certaines d'entre elles au cœur de la tourmente de la crise financière.

Nous serons vigilants au niveau régional à la transparence des activités de ces banques comme des banques privées, à leur participation au développement régional, au logement social, au développement d'emplois utiles. Nous agirons pour encourager les sociétaires de ces banques à intervenir dans leurs choix de gestion.

De même nous serons attentifs aux évolutions des grandes structures mutualistes que la pression des grands groupes capitalistes conduit quelquefois à imiter, plutôt qu'à rechercher des solutions mutualistes innovantes.

Monsieur le Président, mesdames, Messieurs, j'ai bien conscience de ne pas avoir épuisé les sujets sur lesquels nous pouvons dialoguer ensemble. Vous avez pu constater que nous avons déjà fait nôtres nombre de vos propositions. Mais le moment de campagne électorale est un moment d'engagement qui doit ensuite se concrétiser dans les actes.

Je suis persuadé qu'avec mes amis de la liste «Ensemble pour des régions à gauche, solidaires écologiques et citoyennes » nous poursuivrons ce dialogue au-delà des élections afin de bâtir un futur écologique, social et solidaire pour notre région, pour toutes les régions.

Encore merci d'avoir permis cet échange et nous allons maintenant entendre avec intérêt vos propositions et vos réflexions.